

## **DEUX ANS DE PLUS C'EST TOUJOURS NON ! DES ALTERNATIVES EXISTENT, ET AUX FINANCES NOUS LE SAVONS !**

Les 19 et 31 janvier, 7, 11 et 16 février, la mobilisation contre la réforme des retraites, dans la rue et par la grève, a été une véritable démonstration de l'opposition populaire. Pourtant, le gouvernement reste sourd aux revendications de la rue et ne cesse de répéter qu'il n'entend pas bouger sur les deux axes principaux de son projet :

- L'accélération de l'allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein;
- Le recul de deux ans de l'âge de la retraite.

Mais, pour le plus grand nombre, la retraite à 64 ans et le passage à 43 annuités pour bénéficier d'un taux plein, sont toujours synonymes d'injustice sociale, de précarisation des salariés, de pensions tirées vers le bas, d'injustice envers les femmes, une paupérisation en marche à l'heure où les profits de certains grands groupes explosent.

Pourtant, pour compléter le financement de nos systèmes de retraite dont les déficits prévisibles ne sont pas au niveau catastrophique qu'essaie de faire accroire le gouvernement pour vendre sa réforme, d'autres pistes existent que celle d'une énième régression sociale :

- L'emploi et en particulier le taux d'emploi des seniors qui peut et doit être amélioré ;
- La revalorisation des salaires et des traitements qui sont indispensables ;
- Les cotisations sociales employeurs et travailleurs qui peuvent être équitablement augmentées si nécessaire ;
- Une revue des niches fiscales qui impactent le financement de la protection sociale : des milliards d'euros d'aides et d'exonérations concédées aux entreprises sans aucune contrepartie;
- L'égalité de salaires entre les femmes et les hommes qui générera des cotisations
- Le renforcement des moyens consacrés à la lutte contre la fraude fiscale.

**D'autres choix sont donc possibles sans mettre en péril l'économie !**

### **PETITE COMPARAISON NON EXHAUSTIVE...**

**Suppression de l'ISF : perte de 3 milliards d'euros par an pour les recettes de l'État.**

**Instauration de la Flat tax sur les revenus financiers : perte de 900 millions par an**

**Fraude et évasion fiscales : entre 80 et 100 milliards par an.**

**Cadeaux fiscaux et aides publiques : environ 160 milliards par an, environ 1/3 du budget de l'État, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans.**

**Baisse des impôts sur les sociétés entre 2018 et 2022 : 30 milliards.**

**Réduction des cotisations sociales patronales : + de 350 milliards d'euros depuis 2018.**

**Niches fiscales : 90 milliards**

